



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2022

Document d'action: Appui au monde associatif en Côte d'Ivoire AMA-CI

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.0 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	« Appui au monde associatif en Côte d'Ivoire AMA-CI » NDICI AFRICA/2022/043-927 Référence opérationnelle OPSYS: ACT-61406 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	Côte d'Ivoire – au niveau national
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 – Côte d'Ivoire
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<p><u>Objectif spécifique 3.1</u> : promouvoir la démocratie, renforcer la gouvernance et l'état de droit par le soutien des institutions et des processus responsables et transparents qui tiennent compte des droits humains et qui valorisent l'égalité des genres</p> <p><u>Résultat 3.1.1</u> : L'État de droit est renforcé ainsi que la participation démocratique, et l'accès à la justice dans une perspective de genre</p> <p><u>Objectif spécifique 3.2</u> : préserver la Côte d'Ivoire comme pôle de stabilité en Afrique de l'Ouest, tout en veillant à accroître la participation des femmes dans toutes les questions relatives à la paix et à la stabilité.</p> <p><u>Résultat 3.2.2</u> : Les facteurs de conflit sont traités et la cohésion sociale est renforcée en soutenant les structures de paix, les dialogues intercommunautaires, les moyens d'existence locaux et les services sociaux de l'État.</p>

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine 3 : Renforcer l'État de Droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité : Secteur 3.1 : Démocratie et droits humains. Code CAD : 151 Secteur 3.2 : Paix, stabilité et cohésion sociale. Code CAD : 152			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : 16 « Paix, justice et institutions efficaces » Autres ODD visés : ODD 5 « Égalité entre les sexes », ODD 13 « lutte contre les changements climatiques », ODD 17 « partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile ».			
8 a) Code (s) CAD	15150 – Participation démocratique et société civile – 80% 15170 – Organisations des droits de femmes – 20%			
8 b) Principal canal de distribution	Donor country-based NGO — 22000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 4 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 4 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : Subventions			

1.1 Résumé de l'Action

L'action s'inscrit pleinement dans l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) et cible notamment l'atteinte de l'objectif 16 « *Paix, justice et institutions efficaces* » visant à faire en sorte, entre autres, que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions (cible 16.7). L'action visera également l'ODD 5 « *Egalité entre les sexes* », 13 « *Lutte contre les changements climatiques* », ainsi que le 17 « *partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile* ».

Mise en œuvre sur une durée de 48 mois et capitalisant sur les résultats des deux précédents projets d'appui à la société civile LIANE et LIANE II (financés en deux phases par le 10ème et 11ème FED), la présente action permettra de poursuivre le renforcement des organisations de la société civile (OSC) ivoiriennes, conformément aux priorités

identifiées par la nouvelle Feuille de Route 2021-2025 et en coordination avec les Etats membres présents en Côte d'Ivoire.

Les OSC seront accompagnées afin qu'elles gagnent en crédibilité pour devenir des acteurs du changement démocratique, compétents et légitimes dans la définition et le suivi des politiques publiques. Une attention particulière sera donnée à la dimension locale et aux acteurs associatifs de proximité y inclus les organisations de base et les organisations de jeunes et de femmes.

La pertinence de l'action au niveau national est à mettre dans la perspective d'un contexte ouest africain marqué par une instabilité sociale et sujet aux bouleversements politiques non démocratiques. Dans ce cadre, les activités que la société civile réalisera sur le terrain contribueront de manière significative à renforcer le lien social, à réduire les tensions communautaires et les phénomènes de radicalisation, en particulier touchant les jeunes. Elles contribueront ainsi à consolider la paix et la stabilité dans le pays. Ainsi, l'action contribuera à promouvoir les valeurs démocratiques qui sont à la base du Global Gateway.

L'objectif spécifique (outcome) de cette action est le renforcement du rôle des OSC en tant qu'acteurs de la bonne gouvernance. Une attention particulière sera portée à la dimension locale, à l'intégration socio-économique des jeunes et des femmes et à la cohésion sociale.

Les produits (output) de cette action contribuant à l'objectif spécifique (effet attendu) correspondants sont les suivants:

1. Les OSC de différents niveaux sont connues et répertoriées avec leurs forces et faiblesses et des éventuelles synergies sont identifiées. A cette fin une cartographie dynamique (numérique) accessible à toutes les parties prenantes sera développée. Cette cartographie servira de plateforme d'échange d'informations et de partage des connaissances ;
2. L'offre de service des Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC) est améliorée et renforcée.
3. L'efficacité, la compétence et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité. Les dynamiques collectives, au niveau national et local, seront également renforcées.

La mise en œuvre de cette action, de part sa nature transversale, se fera en étroite coordination et complémentarité avec les actions impliquant la société civile dans le cadre des trois TEI : « Cacao Durable », « Bas Carbone » et « Paix et Stabilité ».

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le contexte politique ivoirien apparaît aujourd'hui apaisé après une élection présidentielle tendue en 2020. Le dialogue politique engagé depuis décembre 2021 entre le gouvernement et les partis politiques devrait permettre de définir des règles du jeu plus consensuelles avant les élections locales et sénatoriales prévues en 2023. Régulièrement aligné sur l'UE dans les instances internationales, le pays a voté en faveur des résolutions adoptées à l'ONU (Assemblée Générale et Conseil des Droits de l'Homme) sur l'invasion de l'Ukraine les 2 et 3 mars 2022.

La Côte d'Ivoire est l'un des rares pays au monde à avoir conservé une croissance positive en 2021 malgré la pandémie de la COVID 19. Le Fonds Monétaire International (FMI) anticipe le taux de croissance à 6,5% en 2022. Toutefois, malgré une croissance soutenue depuis plus de dix ans, les inégalités demeurent très importantes, ce qui génère un sentiment profond d'injustice et est source de conflits sociaux et d'émigration. L'économie ivoirienne reste par ailleurs très dépendante de quelques produits agricoles d'exportation et d'importation. Cela rend le pays très vulnérable aux variations de prix des matières premières et constitue une importante cause de mécontentement de la population.

D'autres importants défis caractérisent le pays: (i) la corruption, qui reste un phénomène très répandu; (ii) la dépendance du pays envers l'endettement dû à la faible assiette fiscale ; (iii) la gestion non durable des ressources naturelles, (iv) un accès inégal des populations à ces ressources; (v) l'insécurité à l'extrême Nord du pays et le risque de « spillover » des pays sahéliens.

L'évolution du secteur associatif ivoirien est intimement liée au contexte social et politique national, reflétant les questions et les clivages qui traversent la société elle-même.

En Côte d'Ivoire, les OSC se sont souvent illustrées à travers la prestation de services subventionnés essentiellement par des organismes internationaux. Elles ont rendu de nombreux services utiles aux populations. Mais cela les a confinées dans un rôle d'auxiliaires de l'administration publique et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), où elles se voient le plus souvent confiées des tâches d'exécution des programmes et des actions qui sont définis par les bailleurs.

Malgré le fait que la nouvelle Constitution (2016) reconnaisse la société civile en tant « qu'une des composantes de l'expression de la démocratie », la contribution de cette dernière au développement économique, social et culturel du pays reste limitée.

En fait, bien que l'un des traits frappants de la société civile ivoirienne soit son dynamisme et sa diversité au regard des secteurs d'intervention, et ce malgré les limites d'un cadre juridique caduque (loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations), elle continue de souffrir d'un ensemble de faiblesses structurelles comme la politisation, le manque de spécialisation et de formation, et une gouvernance interne instable, ainsi qu'une forte dépendance à l'aide extérieure. Cela l'empêche de jouer pleinement son rôle d'acteur de développement, légitime et compétent, et surtout de partenaire de l'État pour le suivi et le contrôle de l'action publique.

Dans ce cadre et avec une forte accélération après la crise post-électorale de 2010-2011, l'UE est devenue un partenaire incontournable de la société civile ivoirienne. En reconnaissant que les OSC peuvent être de puissants acteurs du changement, l'UE s'est engagée à promouvoir un environnement qui leur soit plus favorable, de manière à leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la prestation de services sociaux et la défense de la transparence et des droits de l'Homme, et de contribuer à l'élaboration et au suivi des politiques publiques.

Afin d'appuyer l'amélioration de la gouvernance démocratique et de la promotion du dialogue et de la paix entre l'Etat et la Société Civile, l'UE et ses Etats Membres ont conjointement conçu et souscrit en 2016 une "Feuille de Route" qui vise à renforcer l'engagement stratégique envers la société civile au niveau local. Ce document définit trois grandes priorités :

1. Promouvoir un environnement propice en facilitant l'amélioration du cadre juridique et institutionnel relatif à l'existence et aux activités des OSC ivoirienne ;
2. Promouvoir le dialogue entre la société civile, l'Etat et les institutions de coopération internationale, notamment en appuyant la mise en place de plateformes de dialogue dans le cadre de la définition et du suivi des politiques publiques nationales, sectorielles et locales ;
3. Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des OSC comme acteurs de développement et de contrôle citoyen.

La Feuille de Route a été actualisée en 2021 pour la période 2021-2025. Les priorités précédentes ont été confirmées et elles ont été inscrites dans le cadre des ODD en mettant un accent particulier sur la protection des droits humains, l'égalité de genre, la promotion des libertés publiques, ainsi que dans la lutte contre le changement climatique et la prévention des conflits.

Dans le cadre du 11ème FED, l'UE a appuyé les OSC à travers le programme « Leadership et Initiatives des Acteurs Non Etatiques (LIANE 2) » (6M€) qui a pris fin mai 2022 et qui avait pour ambition de créer un environnement propice à la participation de la société civile en tant qu'acteur de développement et de dialogue politique, via l'amélioration du cadre juridique et institutionnel, le renforcement du dialogue entre les autorités publiques et les OSC, et le renforcement des capacités de ces dernières.

En capitalisant sur les résultats du projet phare LIANE 2 et conformément aux priorités identifiées par la Feuille de Route Société Civile 2021-2025, dans le cadre de sa programmation 2021-2027, l'Union européenne s'est engagée à accompagner la Côte d'Ivoire vers un modèle de développement durable et équitable et à adresser les principaux enjeux liés à la stabilité et à la transition du pays, essentiellement à travers trois Team Europe Initiatives : « Cacao durable », « Bas carbone » et « Paix et stabilité ». L'Accord de Partenariat Économique intérimaire et l'accord de pêche sont également au centre du dialogue avec les autorités.

L'action contribuera au Plan d'Action Genre III (GAP III 2021-2025) de l'Union européenne et, plus spécifiquement, au domaine d'engagement thématique visant à « renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes ».

L'action vise à s'aligner sur les engagements de l'UE envers la convention relative aux droits des personnes handicapées CDPH et son article 32 en « rendant la coopération au développement inclusive et accessible aux personnes handicapées ».

2.2 Analyse des problèmes

Les multiples crises (2002-2011) qui ont bouleversé la Côte d'Ivoire suite à l'introduction du multipartisme ont considérablement fragilisé la société civile ivoirienne. Elles ont révélé une société civile politisée, instrumentalisée et divisée. Positionnées essentiellement comme prestataires de services et mises sous pression par des logiques partisans, les OSC ont eu assez peu l'occasion de développer leur force de proposition et d'interpellation sur les questions républicaines et les politiques de développement. En effet, dans le contexte politique national, malgré le fait que la nouvelle Constitution du 08 novembre 2016 dans son article 26 reconnaisse la société civile en tant que « composantes de l'expression de la démocratie », son rôle dans le suivi et le contrôle de l'action publique reste limité.

Ce constat est également lié aux limites de la Loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations qui représente un dispositif obsolète, administrativement lourd et non adapté à la réalité du pays.

La cartographie de la contribution des OSC à la gouvernance sectorielle en Côte d'Ivoire (financée en 2018 par l'UE dans le cadre de son projet LIANE 2), a permis de révéler les fondamentaux de l'engagement citoyen, ainsi que les grandes tendances des OSC ivoiriennes, notamment:

La persistance de la logique de prestation de services

Les précédentes cartographies (2010 et 2011) ont mis l'accent sur le comportement des OSC qui, dans leurs relations avec les autorités publiques comme avec les PTF, jouent essentiellement un rôle de « prestataire de services ». Les logiques de financement et les agendas des PTF, qui constituent la plupart du temps les principales sources de financement des actions des OSC, les enferment dans bien des cas dans cette dimension d'exécutant, sans les aider à développer les compétences en termes d'initiatives.

L'absence de spécialisation et la polyvalence stratégique

De nombreuses OSC n'ont pas de domaine de spécialisation, adaptant ainsi leurs orientations et leurs objectifs aux financements de leurs partenaires. Ce faisant, ces structures ne se donnent pas les moyens d'engranger une expérience et une expertise dans un domaine précis pour lequel il y aurait de la demande.

La gouvernance interne des OSC reste à améliorer

Du fait de la prépondérance des créateurs des OSC, on se rend compte que les pratiques institutionnelles de fonctionnement ne garantissent pas toujours une bonne gouvernance des organisations. Même si beaucoup d'OSC revendiquent une gestion axée sur des outils de pilotage de la vie associative, tels que le plan de communication, le plan de plaidoyer, le manuel de procédure, le plan de levée de fonds etc., les enquêtes ne permettent aucunement de le confirmer. En matière de gestion financière, la pratique de publier de façon régulière des rapports d'activités, des rapports financiers et/ou d'audits, n'est pas toujours mise en œuvre.

La visibilité

Les OSC ivoiriennes, de façon générale, s'investissent considérablement dans le quotidien des ivoiriens. Cependant, elles ne sont pas suffisamment visibles dans la mesure où elles n'ont point d'espace ou de creuset de valorisation de leurs actions et peu de maîtrise des outils efficaces et modernes de la communication.

La société civile et les nouveaux médias

Les récents développements en matière de médias sociaux dans le contexte ivoirien ont bien montré que les OSC ne se sont pas encore pleinement emparées des outils et des ressources disponibles en ligne.

Pour les OSC, une utilisation éclairée des médias sociaux leur permettrait de mieux communiquer et d'orienter les débats sur les grandes questions liées à la gestion de la *res publica*.

Parties prenantes et bénéficiaires l'action

Titulaires de droits: les parties prenantes principales et bénéficiaires directs de l'action sont les associations ivoiriennes de tous les niveaux, y inclus les Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC) mis en place

par le projet LIANE, avec une attention particulière pour celles actives dans les domaines prioritaires précisés par le PIP 2021-2027.

Les droits humains que les associations promeuvent et défendent sont divers (droits économiques, sociaux et culturels, civils et politiques, droit au développement, à un environnement sain, à l'intégrité physique, etc.). Leur respect, protection et promotion devraient permettre aux titulaires de droits de connaître, de revendiquer et de jouir de tous leurs droits humains.

Détenteurs d'obligations: les autorités en charge du suivi de la vie associative dans son ensemble (Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité – Direction Générale de l'Administration du Territoire), ainsi que celles responsables de la planification et du suivi du nouveau Plan National de Développement 2021-2025 (Ministère du Plan et du Développement) seront impliquées de façon indirecte, surtout dans le cadre du suivi technique de la mise en œuvre du nouveau PND. Les ministères de tutelle auront un rôle de coordination afin de valoriser le rôle des OSC dans la mise en œuvre des politiques publiques ainsi que les organes de coordination locaux.

Les Partenaires Techniques et Financiers, en particulier les Etats Membres de l'UE et leurs agences de développement, seront également impliqués dans le cadre de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la Feuille de Route d'appui à la société civile, actualisée en 2021 et couvrant la période 2021-2025.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

Le projet s'inscrit dans l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'objectif 16 « Paix, justice et institutions efficaces », l'ODD 5 « Egalité entre les sexes », l'ODD 13 « Lutte contre les changements climatiques » ainsi que l'ODD 17 « partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile ».

L'objectif global (impact) de cette action est de contribuer à l'enracinement de la démocratie et de la culture de dialogue et de paix en Côte d'Ivoire. Cela sera possible grâce à une participation effective des OSC et, par leur biais, des citoyens, dans le processus de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays.

L'objectif spécifique (outcome) de cette action est le renforcement du rôle des OSC en tant qu'acteurs de la bonne gouvernance. Une attention particulière sera portée à la dimension locale, à l'intégration socio-économique des jeunes et des femmes et à la cohésion sociale.

Les produits (output) de cette action contribuant à l'objectif spécifique (effet attendu) sont les suivants :

1. Les OSC de différents niveaux sont connues et répertoriées avec leurs forces et faiblesses et des éventuelles synergies sont identifiées. A cette fin une cartographie dynamique (numérique) accessible à toutes les parties prenantes sera développée. Cette cartographie sensible au genre servira de plateforme d'échange d'information et de partage des connaissances ;
2. L'offre de services des Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC) est améliorée et renforcée;
3. L'efficacité, la compétence et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité. Les dynamiques collectives, au niveau national et local, seront également renforcées.

3.2 Activités indicatives

Liste indicative des activités :

Activités liées au produit 1 :

- 1.1 Étude de faisabilité d'une cartographie dynamique adaptée au contexte. Les outils numériques/logiciels seront identifiés ;
- 1.2 Mise en place d'une cartographie dynamique (numérique) de la société civile, sensible au genre. Une base de données permanente sera accessible à toutes les parties prenantes ;
- 1.3 Suivi, ajustement et mise à jour de la plateforme numérique.

Activités liées au produit 2 :

2.1 Renforcement des capacités des CRASC par des formations spécifiques et l'accompagnement d'experts afin qu'ils deviennent des véritables centres de ressources polyvalents ;

2.2 Facilitation et appui technique à : i) l'organisation de dialogues avec les collectivités territoriales et ii) la mise en place d'instances de concertation au niveau régional et communal ;

2.3 Définition d'une feuille de route des CRASC, y inclus la mise en place d'un dispositif de suivi & évaluation des actions financées dans la zone de compétence.

Activités liées au produit 3 :

3.1 Renforcement des capacités opérationnelles et thématiques des OSC, entre autres en matière de gouvernance interne, visibilité et communication, cycle de projet, égalité de genre, droits humains, protection de l'environnement, inclusion, lutte contre le changement climatique par : i) des formations à la carte et ii) la formation de formateurs, notamment logés dans les CRASC ;

3.2 Financement des actions portées par les OSC à travers des subventions, via des appels à propositions ciblant des thématiques précises (autonomisation des femmes, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, promotion et production culturelle, prévention de la radicalisation violente, soutien aux migrants et aux retournés ivoiriens, inclusion des handicapées), ou via des microfinancements adressés à des petites structures afin de maintenir, voire renforcer, le lien social et culturel au sein des communautés ;

3.3 Accompagnement des OSC dans la mise en œuvre et suivi des actions financées.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE, ou ces contributions, devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'action permettra de sensibiliser les OSC sur les enjeux de développement durable, du réchauffement climatique, ainsi qu'au rôle qu'elles devraient jouer en matière de plaidoyer. Cela se fera en complémentarité avec l'action de l'UE en appui à la révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) qui a été engagée en 2021 et qui est en ligne avec quatre secteurs prioritaires, notamment l'énergie, les déchets, l'agriculture et de la foresterie, ainsi que l'évaluation de sa vulnérabilité face au changement climatique.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Sur la base de l'analyse genre et des priorités identifiées par le CLIP (adopté en 2021), l'action consacrera une attention particulière à la place des femmes dans le développement socio-économique en soutenant leur inclusion et leur autonomisation, ainsi qu'à la prévention des violations des droits humains des femmes et des filles. Ainsi, des mécanismes de discrimination positive visant à assurer une participation équitable des femmes aux activités de l'action seront mis en place et des études spécifiques seront menées en vue de définir des cibles précises. L'action sera ainsi parfaitement alignée aux priorités du « Plan d'action III sur l'égalité entre les hommes et les femmes » adopté en novembre 2020.

Droits de l'homme

Cette action s'insère pleinement dans le nouveau « Plan d'action de l'UE en faveur des Droits de l'Homme et de la Démocratie 2021-2024 » et en particulier dans l'objectif de bâtir des sociétés résilientes, inclusives et démocratiques. De plus, elle contribue de façon concrète à la mise en œuvre des priorités opérationnelles identifiées par la « Stratégie pays Droits de l'Homme et Démocratie 2021-2024 », notamment dans des domaines sensibles comme la liberté d'expression, la lutte contre la désinformation, les discours de haine, ainsi que les médias (nouveaux et traditionnels). L'action appliquera les cinq principes opérationnels de l'approche fondée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et Etat de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.0, cette action porte la mention D1. Cela implique qu'elle contribue également à l'inclusion dans la vie sociale des personnes en situation de handicap, avec une attention particulière aux barrières « non visibles » au niveau local. L'action veillera à ce que les organisations de personnes handicapées soient associées aux activités des 3 produits.

De plus, elle s'inscrit dans la continuité des actions financées par l'UE afin de promouvoir l'inclusion des personnes vulnérables victimes de handicap dans le système scolaire et dans la vie politique et civique.

Démocratie

Depuis le début de la démocratisation du pays dans les années 1990, les processus électoraux en Côte d'Ivoire ont été majoritairement marqués par un manque de consensus autour des règles du jeu électoral, un manque de transparence et/ou d'inclusivité. Une situation qui a régulièrement entraîné des troubles et violences.

Les processus électoraux ont démontré à plusieurs reprises la valeur ajoutée des OSC, non seulement dans l'observation nationale, mais aussi en tant qu'acteur de « prévention de conflits ethniques et intercommunautaires », ainsi que de sensibilisation.

Cette action vise à renforcer ce rôle des OSC surtout au niveau local, en ce qu'elles constituent un lien unique entre les citoyens, le gouvernement et l'Etat, aident les populations à se faire entendre, en encourageant leur participation active au processus de prise de décision, ainsi qu'à la définition et au suivi des politiques publiques.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Voir partie « Démocratie »

Réduction des risques de catastrophes

NA

Autres considérations, le cas échéant

NA

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Des troubles politiques et/ou sociaux majeurs compromettent la mise en œuvre du projet.	Moyenne	Haute	Renforcement des actions de dialogue politique, de plaidoyer, de dialogue intercommunautaire et de prévention des conflits à travers l'implication des OSC et également à travers les programmes déjà mis en œuvre, y compris via les programmes et mécanismes UE « DH/Démocratie », « OSC », « Réponse Rapide ».
Politique	L'Etat ivoirien ne donne pas aux OSC les moyens d'exercer leur action dans leurs domaines respectifs et de participer au dialogue public	Moyenne	Moyen	Action de plaidoyer et de dialogue de partenariat auprès du gouvernement, afin que le rôle donné aux OSC dans le PND soit respecté. Coordination accrue entre les bailleurs à ce sujet.
Politique	Danger lié à la politisation des OSC	Moyenne	Moyen	Action de plaidoyer et de sensibilisation auprès des CRASC, des OSC référencées sur la plateforme numérique. Sensibilisation du Ministère de tutelle pour une sensibilisation des OSC.

Operationnel	Interférence dans la gestion du programme et l'attribution de contrats	Faible	Moyen	Des évaluation et audit seront planifiés au cours du programme pour assurer la transparence et l'impartialité de la procédure de sélection des dossiers.
--------------	--	--------	-------	--

Enseignements tirés :

Les évaluations ex post de la première phase du projet LIANE et celles de mi-parcours de LIANE 2 réalisées en 2021 ont clairement confirmé la pertinence de l'action, en particulier en tant qu'outil de mise en œuvre de la Feuille de Route de l'engagement de l'UE envers la société civile.

En particulier, la première phase du projet LIANE a permis d'atteindre des résultats importants, surtout dans le contexte de sortie de crise assez délicate pour la consolidation de la démocratie ivoirienne. Le projet a ainsi contribué à la structuration régionale des OSC autour de 5 antennes régionales, les « Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile – CRASC », répartis dans 4 régions et autour d'Abidjan, de manière à assurer une couverture de l'ensemble du territoire national. Les CRASC ont ainsi permis aux OSC de renforcer concrètement leurs capacités en se structurant en interne et en partenariat avec d'autres OSC et également à se constituer en réseaux thématiques et géographiques.

Le projet LIANE a également créé une cartographie des OSC en Côte d'Ivoire, cette cartographie statique a donné une image de la diversité des OSC en 2018. Sans une mise à jour régulière cette cartographie a perdu de l'intérêt au fil du temps. L'appropriation et la dynamisation de la cartographie par les OSC aurait permis de maintenir à jour la liste des OSC actives par secteur et zone géographique en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, LIANE II a fourni un appui important au plaidoyer pour améliorer le cadre juridique et réglementaire des OSC en rédigeant un cahier de propositions pour l'amélioration de la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, que le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité a utilisé comme base pour son projet de réforme. Celui-ci a fait l'objet de discussions avec les parties prenantes courant 2021. A l'heure actuelle, l'avant-projet de loi reste bloqué, empêchant à la réforme du cadre régissant la vie associative en Côte d'Ivoire d'être adoptée par l'Assemblée Nationale.

Cette nouvelle action prendra aussi en compte les principaux enseignements et recommandations issus de la mise en œuvre de la Feuille de Route (2016-2020), notamment les éléments suivants:

- Constituer une base de données actualisée des organisations de la société civile réellement opérationnelles ;
- Pérenniser les Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC) ;
- Poursuivre les programmes de renforcement des capacités des OSC ivoiriennes ;
- Multiplier les initiatives d'autonomisation financière des OSC, y compris en dehors d'Abidjan.

3.5 Logique d'intervention

SI une nouvelle cartographie dynamique est mise en place, EN SUPPOSANT que cet outil de communication moderne et permanent soit actualisé et effectivement utilisé par les parties prenantes,

SI les CRASC sont en mesure de fonctionner en tant que véritables « centres de ressources » au profit de la société civile dans les zones géographiques respectives, EN SUPPOSANT que les OSC aient recours à ces structures et que les autorités soutiennent leur fonctionnement,

SI l'efficacité, la compétence et la crédibilité des OSC sont renforcées, avec une attention particulière à la dimension locale, EN SUPPOSANT qu'à terme les OSC puissent compter sur des modes de financement plus efficaces et pérennes,

ALORS les OSC seront plus à même de jouer pleinement leur rôle en tant qu'acteurs de la bonne gouvernance, légitimes, compétents et crédibles, EN SUPPOSANT que la situation politique ne se détériore pas de façon significative en période électorale,

Contribuant AINSI à l'enracinement de la démocratie et de la culture de dialogue et de paix en Côte d'Ivoire.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats: (maximum 10)	Indicateurs: (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à l'enracinement de la démocratie et de la culture de dialogue et de paix en Côte d'Ivoire	1. Country score according to the CIVICUS Monitor (OPSYS core indicator) ¹ 2. Niveau d'atteinte des ODD – Cible 16.3 ²	1 : Repressed en 2020 2 : 33,79 en 2018	1 : Obstructed en 2026 2 : 30 en 2026	1 https://monitor.civicus.org/ 2.a Supervision et suivi https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/monitoring-and-progress/ 2.b Documents de suivi du PND 2021-2025	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	1. Le rôle des OSC en tant qu'acteurs de la bonne gouvernance et de promotion de l'égalité de genre est renforcé.	1.1 Nombre de mécanismes institutionnalisés pour un plus grand engagement des acteurs politiques et civiques (changement structurel) 1.2 Nombre d'instances participatives locales intégrant des participants de la société civile 1.3 Nombre d'OSC de jeunes et des femmes qui	1.1 1 : 0 en 2022 1.2 : A déterminer (*) 1.3 A déterminer (*)	1.1 : 3 en 2026 1.2 : A déterminer (*) 1.3 A déterminer (*) 1.4 A déterminer (*)	1.1 Compte rendu des réunions de coordinations et de pilotage. 1.2 Rapports du contractant ; rapport d'évaluation finale	Les OSC sont encouragées à dépasser la logique projet/prestation de services et à s'engager comme acteurs crédibles et responsables Les autorités contribuent à la

¹ Indicateur provenant de <https://europa.eu/capacity4dev/results-and-indicators>, non traduit en français à ce jour.

² 16.3 : Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité

<https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/odd16-promouvoir-l-avenement-de-societes-pacifiques-et-ouvertes-aux-fins-du>

		beneficient du soutien du projet 1.4 Nombre d'organisations locales de la société civile bénéficiant du soutien de l'UE, directement ou indirectement, dans le cadre du GAP III	1.4 A déterminer (*)			création d'un environnement favorable au développement des OSC
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les OSC de différents niveaux sont connues et répertoriées avec leurs forces et faiblesses et des éventuelles synergies sont identifiées.	1.1.1 Nombre des OSC identifiées et répertoriées (par type de droit humain visé) 1.1.2 Nombre d'abonnés la plateforme numérique (femmes/hommes)	1.1.1 Nombre d'OSC répertoriées par le projet LIANE 2 en 2018 1.1.2 : 0	1.1.1 : nombre d'OSC répertoriées en 2026 1.1.2 : A déterminer (*)	1.1.1 Rapport periodique du projet 1.1.2 Rapport périodique du projet – reporting du nombre d'abonnés.	Appropriation de l'outil par les acteurs Intérêt des autres acteurs (PTF, ONG, Pouvoirs publics)
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 L'offre de services des Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC) est améliorée et renforcée	1.2.1 Nombre des OSC impliquées dans les activités organisées par les CRASC 1.2.2 Nombre et intitulé des formations adressées aux OSC gérées par les CRASC 1.2.3 Nombre de formateurs formés (pool d'experts) (ventilé par sexe et age) dans chaque CRASC 1.2.4 Nombre de bénéficiaires de formations (ventilé par sexe et age) dans chaque CRASC 1.2.5 Nombre de réunions formelles organisées par chaque CRASC avec les collectivités territoriales pour promouvoir la participation des OSC dans le développement et gouvernance locale	1.2.1 : A déterminer (*) 1.2.2 : A déterminer (*) 1.2.3 : 0 1.2.4 : 0 1.2.5 : 0	1.2.1 : A déterminer (*) 1.2.2 : A déterminer (*) 1.2.3 : A déterminer (*) 1.2.4 : A déterminer (*) 1.2.5 : A déterminer (*)	1.2.1-5 Rapports périodique du projet	Capacité des CRASC à mobiliser de l'expertise locale Mobilisation des membres des CRASC

Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 L'efficacité, la compétence et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité. Les dynamiques collectives, au niveau national et local, seront également renforcées	1.3.1 Nombre d'initiatives financées destinées à renforcer la compétence des OSC 1.3.2 Nombre de personnes ayant directement bénéficié des initiatives soutenues par l'UE (désagréé par sexe et age) 1.3.3 Nombre d'instances de planification / suivi du développement local où les OSC participent régulièrement et nombre et membres de OSC y participant 1.3.4 Nombre de séances de dialogues organisés avec les institutions publiques	1.3.1 : 0 1.3.2 : 0 1.3.3 : A déterminer (*) 1.3.4 : 0	1.3.1: A déterminer (*) 1.3.2 : A déterminer (*) 1.3.3 : A déterminer (*) 1.3.4 : A déterminer (*)	1.3.1-4 Rapports périodique du projet	Les OSC proposent des actions de qualité Les OSC comptent sur des modes de financement plus efficaces et perennes
---	--	--	---	---	---------------------------------------	--

(*) Ils seront quantifiés au démarrage du projet lors de la préparation de la ligne de base

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la Côte d'Ivoire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions : (Gestion directe)

L'action sera mise en œuvre à travers une subvention.

Le bénéficiaire doit posséder une expérience prouvée dans le secteur et une expérience de la Côte d'Ivoire, voire une présence dans le pays.

a) Objet de la(des) subvention(s)

La subvention permettra de déployer des activités visant à mieux connaître les OSC y compris leurs forces et faiblesses, de renforcer leurs capacités et leur rôle dans le développement et la vie démocratique du pays. Une subvention unique sera attribuée à un bénéficiaire qui réalisera une cartographie dynamique et numérique des OSC ivoiriennes, fournira un appui aux CRASC et soutiendra les actions des OSC ivoiriennes via du soutien aux tiers.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés devront appartenir à l'une des catégories d'organisations suivantes :

- Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;
- Fondations ;
- Associations.

L'entité bénéficiaire de la subvention devra :

- Posséder une expérience spécifique dans le renforcement des capacités des OSC en Afrique et plus particulièrement en Côte d'Ivoire;
- Disposer d'une base opérationnelle en Côte d'Ivoire.

³ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Subventions (gestion directe) —section 4.4.1	3 850 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	150 000
Provision pour dépenses imprévues	0
Total	4 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de Pilotage est établi pour assurer la gouvernance stratégique et le suivi de la mise en œuvre de l'action. Il est composé de l'UE, des autorités ivoiriennes directement concernées, des CRASC et des représentants des OSC (bénéficiaires). Le secrétariat du Comité sera assuré par le bénéficiaire de la subvention. La participation au Comité de Pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour. Il se réunit en principe deux fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Aux côtés du Comité de Pilotage, un Comité de Suivi Technique est également établi afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre opérationnelle. Il sera composé, par les mêmes organisations qui participent au Comité de Pilotage. Il se réunit chaque trimestre.

Afin d'assurer la gestion transparente et efficace des financements en faveur des initiatives de la société civile, il sera également mis en place un comité d'évaluation des propositions reçues de la société civile. L'UE participera en tant qu'observateur.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements

introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le suivi sera fondé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés par sexe (minimum), âge et handicap.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action et afin de limiter le risque lié à l'impact de la politisation des OSC et des possibles interférences dans la gestion du projet et l'attribution de subventions et des micro-financements, il sera mis en place un mécanisme de sélection des OSC bénéficiaires basé sur des critères rigoureux, objectifs et transparents.

Également, un Comité de Pilotage qui se réunira au moins deux fois par an veillera à la bonne exécution opérationnelle et financière de l'action.

La Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire participera de façon régulière aux mécanismes de sélections et aux réunions du Comité de Pilotage ne tant qu'observateur.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée par des consultants indépendants contractés par la Commission. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que cette action est étroitement liée à la mise en œuvre de la Feuille de Route de l'UE envers la société civile 2021-2025.

Des expertises en matière de droits humains et du genre seront incorporées dans l'équipe d'évaluation afin d'évaluer a) le progrès par rapport à la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Action, et b) les résultats obtenus en matière de promotion de l'égalité de genre et le respect des droits humains. Il sera évalué comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et à l'égalité de genre et dans quelle mesure l'Action a pu mettre en application les cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains (appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées).

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme ;

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Contrat de subvention avec l'entité retenue suite à l'appel à propositions